

Article 22 du Règlement

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LE PROJET DE CONSTRUIRE UNE USINE DE VALORISATION DU PÉTROLE LOURD À LLOYDMINSTER (SASK.)

M. Alex Kindy (Calgary-Est): Monsieur le Président, en 1984, le gouvernement fédéral et les gouvernements de la Saskatchewan et de l'Alberta signaient une entente en vue de construire une usine de valorisation du pétrole lourd à Lloydminster, Saskatchewan. Puisque nos approvisionnements classiques de brut léger diminuent progressivement, nous devons les remplacer en valorisant nos ressources de pétrole lourd. Si nous ne faisons pas cela, nous ferions marche arrière et devrions de plus en plus compter sur les approvisionnements de brut étranger.

La construction de l'usine de valorisation Husky à Lloydminster et d'autres installations connexes sur place créera des emplois directs et indirects en Alberta et en Saskatchewan. La plupart des emplois nécessiteront des connaissances très poussées en technique et en ingénierie. En outre, l'Ontario et le Québec jouiront d'importants avantages indirects car la majeure partie de l'outillage utilisé pour le projet y sera fabriqué.

L'annulation du projet Husky remettra sérieusement en question d'importants projets de mise en valeur de pétrole et de gaz non conventionnels actuellement à l'étape de la planification. Ces projets à fort coefficient de capitaux et de main-d'œuvre formeront l'«armature de la croissance économique» au Canada. Nous espérons que le gouvernement fédéral respectera l'accord signé et passera à la mise à exécution du projet prévu.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA VENTE DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, la vente de la société de Havilland à une multinationale américaine illustre bien la démarche aveugle de privatisation des conservateurs et leur détermination à satisfaire à tout prix les intérêts des États-Unis. Toutefois, ce sont tout de même les Canadiens qui font les frais de cette politique. Les emplois ne sont pas garantis, les sommes énormes que les Canadiens ont investies dans de Havilland sont perdues, de même que la recherche et la technologie précieuses et uniques de cette société et la percée opportune de marchés pour ses produits, surtout compte tenu de la déréglementation, et le fait est qu'avec de Havilland c'est le quart de l'industrie aérospatiale canadienne qui passe à l'étranger.

Cette société entièrement canadienne qui inspirait une grande fierté nationale est devenue un simple numéro à l'intérieur d'un conglomérat d'entreprises dont l'avenir est terriblement à la merci des grands patrons américains.

● (1410)

La vente de de Havilland est une perte pour le Canada. Non seulement cette vente nous rappelle la tragédie de l'Avro-

Arrow, mais elle évoque l'opposition du parti conservateur à l'adoption de notre propre drapeau national et de notre propre hymne national, à la création de notre propre AEIE et au rapatriement de notre Constitution, et voici qu'il s'oppose maintenant à ce que nous ayons notre propre industrie aéronautique canadienne.

Le gouvernement fait à nouveau honte à notre identité nationale et au principe de la souveraineté canadienne. Les Canadiens ne sauraient oublier ou pardonner cette politique anti-canadienne rétrograde d'un gouvernement rétrograde.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE SRI LANKA—LES ATTAQUES CONTRE LES TAMOULS

M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur le Président, les Tamouls du Sri Lanka sont obligés de fuir leur patrie parce que leur vie est menacée. Hier, un grand nombre de Canadiens d'origine tamoule sont venus manifester, par cars entiers, devant le Parlement pour dénoncer les attaques dont leurs compatriotes sont victimes dans leur pays. Selon des preuves recueillies par Amnesty Internationale, les militaires de ce pays torturent dans les camps des Tamouls et d'autres personnes. La loi sur la prévention du terrorisme votée en 1979 encourage l'armée et la police à faire des raids contre les Tamouls. Dernièrement, on a décidé de contrôler les enquêtes menées sur les décès survenus à l'occasion de ces actes de violence.

Pendant plus de 30 ans, le Sri Lanka a été un des grands bénéficiaires de l'aide du Canada. Le Plan Colombo a été le véhicule par excellence de cette aide. Nos deux pays étant membres du Commonwealth, nous devrions être particulièrement sensibles à la violence exercée par les forces de l'ordre au Sri Lanka. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) doit veiller à ce que l'aide fournie par le Canada, nos camions en particulier, ne servent pas pour cet embryon de guerre civile. Je l'invite donc à encourager le gouvernement du Sri Lanka à éviter de sombrer dans cette forme de violence qui afflige tant de pays depuis quelques années.

* * *

LES DROITS DES AUTOCHTONES

L'ENTRETIEN DES HAÏDAS AVEC LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Mme Mary Collins (Capilano): Monsieur le Président, bien des Canadiens observent avec beaucoup d'inquiétude depuis un mois ce qui se passe sur l'île Lyell, dans l'archipel de la Reine-Charlotte, en Colombie-Britannique. Les questions en litige sont complexes. Beaucoup de gens sont directement concernés par les activités en cours dans le sud de l'île Moresby et s'inquiètent de son avenir. Mentionnons parmi eux les Indiens Haïdas, les bûcherons, les résidents des localités de l'archipel de la Reine-Charlotte et les gens qui proposent d'aménager un parc dans le sud de l'île Moresby.